

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

4 rue Léon Jost - 75855 PARIS CEDEX 17

N° 13126

Dr Eliane A

Audience du 19 décembre 2017

Décision rendue publique par affichage le 2 février 2018

LA CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE,

Vu, enregistrée au greffe de la chambre disciplinaire nationale le 1^{er} avril 2016, la requête présentée pour Mme Aïcha B ; Mme B demande à la chambre d'annuler la décision n°D 9/15, en date du 2 mars 2016, par laquelle la chambre disciplinaire de première instance d'Alsace a rejeté sa plainte, transmise par le conseil départemental du Bas-Rhin de l'ordre des médecins ; Mme B demande à titre principal, de renvoyer l'examen de l'affaire à la chambre disciplinaire de première instance d'Alsace et, à titre subsidiaire, de prononcer une sanction contre le Dr Eliane A ;

Mme B soutient, premièrement, que la décision attaquée est insuffisamment motivée ; qu'elle omet de viser certains griefs énoncés dans sa plainte ainsi que certains textes constituant la base légale invoquée par celle-ci ; qu'elle omet de répondre à certains des griefs invoqués tels que le manquement à l'obligation de probité, de moralité et d'indépendance du médecin ainsi que celui tiré du refus du médecin de se dessaisir du dossier d'un patient en dépit d'un conflit d'intérêt criant ; Mme B soutient, deuxièmement, qu'alors qu'elle était en souffrance au travail, le Dr A, a manqué à son devoir d'écoute, de respect, d'assistance et de dévouement et a ainsi méconnu les dispositions des articles R. 4127-2, R. 4127-3, R. 4127-7 et L. 1110-1 du code de la santé publique et de l'article L. 4622-2 du code du travail ; qu'en tenant des propos odieux, agressifs et humiliants, en remettant en cause la réalité de sa pathologie et en l'incitant à quitter son emploi, ce médecin a violé les dispositions précitées ; que le Dr A a révélé à l'employeur de Mme B le contenu de leur entretien ; qu'elle a notamment indiqué à celui-ci que Mme B se plaignait d'avoir été affectée à des tâches de standardiste alors qu'elle a la qualité de clerc de notaire ; qu'elle a ainsi violé le secret professionnel en méconnaissance des articles L. 1110-4, R. 4127-4, R. 4127-102, R. 4127-95 et R. 4127-3 du code de la santé publique ; Mme B soutient, troisièmement, que le Dr A a négocié avec son employeur la fin de son contrat de travail sous la forme d'une rupture conventionnelle ; que ce faisant, elle a pris le parti de l'employeur, a violé les dispositions de l'article L. 4622-2 du code du travail, qui font obligation au médecin du travail de contribuer au maintien de l'emploi, et a manqué aux principes de moralité, de probité, de dévouement et d'indépendance rappelés ci-dessus ; Mme B soutient, quatrièmement, que le Dr A a accédé à son dossier médical sans son autorisation en violation de l'article L. 4624-2 du code du travail ; qu'elle a ainsi violé le secret médical ; qu'en imposant à Mme B de venir chercher son dossier médical alors que celle-ci lui en avait demandé la transmission par voie postale, le Dr A a violé les dispositions de l'article R. 1111-2 du code de la santé publique ; Mme B soutient, cinquièmement, que le Dr A a également commis une faute en refusant de se dessaisir du dossier de Mme B alors qu'existait entre elles un conflit personnel que le président du tribunal de grande instance a qualifié de conflit d'intérêt majeur ; qu'elle a ainsi violé les dispositions de l'article R. 4127-46 du code de la santé publique ;

Vu la décision attaquée ;

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

4 rue Léon Jost - 75855 PARIS CEDEX 17

Vu enregistré comme ci-dessus le 25 mai 2016, le mémoire présenté pour le Dr Eliane A, qualifié spécialiste en médecine du travail, il tend au rejet de la requête, à titre principal, en ce que celle-ci est irrecevable, et, à titre subsidiaire, en ce que celle-ci est mal fondée ;

Le Dr A soutient que la décision attaquée est suffisamment motivée ; qu'elle a été chargée par son employeur du dossier de l'entreprise où travaillait Mme B ; qu'elle a reçu Mme B, qui était en arrêt de travail depuis plusieurs mois, le 23 avril 2012 ; que cette dernière a formé une plainte devant les instances ordinales trois ans plus tard ; que le Dr A n'a pas tenu les propos que Mme B lui prête et qu'elle n'a jamais manqué à ses devoirs d'écoute et de respect ; qu'il lui appartenait, conformément à ses compétences de médecin du travail fixées par l'article L. 4622-2 du code du travail, de rencontrer l'employeur de Mme B ; qu'elle n'a pas violé le secret médical, ni auprès de l'employeur de Mme B, ni lors de la procédure engagée par cette dernière devant le tribunal administratif de Strasbourg ; que, d'ailleurs, Mme B s'est abstenue de déposer plainte pour ce motif devant le procureur de la République ; que le Dr A ne s'est jamais opposée à la transmission de son dossier médical ;

Vu enregistré comme ci-dessus le 22 juillet 2016, le mémoire présenté pour Mme B ; il tend aux mêmes fins que sa requête par les mêmes moyens ;

Mme B soutient, en outre, que le Dr A, en poussant Mme B à s'engager dans une rupture conventionnelle de son contrat de travail, s'est ingérée dans sa vie privée en violation de l'article R. 4127-51 du code de la santé publique ;

Vu enregistré comme ci-dessus le 22 août 2016, le mémoire présenté pour le Dr A ; il tend aux mêmes fins que son précédent mémoire par les mêmes moyens ;

Vu enregistré comme ci-dessus le 27 novembre 2017, le mémoire présenté pour Mme B ; il tend aux mêmes fins que ses précédentes écritures par les mêmes moyens ;

Mme B soutient, en outre, qu'elle a déposé plainte le 11 avril 2017 contre le Dr A auprès du procureur de la République pour violation du secret médical ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Vu le code de justice administrative ;

Vu le code de la santé publique, notamment le code de déontologie médicale figurant aux articles R. 4127-1 à R. 4127-112 ;

Vu le code du travail, notamment l'article L. 4622-2 ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 19 décembre 2017 :

- le rapport du Dr Fillol ;
- les observations de Me Boukara pour Mme B et celle-ci en ses explications ;
- les observations de Me Aron pour le Dr A et celle-ci en ses explications ;

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

4 rue Léon Jost - 75855 PARIS CEDEX 17

Le Dr A ayant été invitée à reprendre la parole en dernier ;

APRES EN AVOIR DELIBERE,

Sur la recevabilité de l'appel de Mme B :

1. Considérant que si le Dr A conclut à ce que soit déclarée irrecevable la requête d'appel de Mme B, elle ne développe aucun moyen au soutien de sa demande qui ne peut dès lors qu'être écartée ;

Sur la régularité de la décision attaquée :

2. Considérant qu'il ressort des termes de la décision attaquée que celle-ci n'a pas répondu aux griefs de la plaignante accusant le Dr A d'avoir manqué à son devoir d'indépendance et d'avoir refusé de se dessaisir de son dossier médical en dépit d'un conflit d'intérêt ; que ces griefs qui ne sont d'ailleurs pas visés par la décision, figuraient dans le mémoire de Mme B enregistré au greffe de la chambre disciplinaire de première instance le 6 octobre 2015 ; que cette dernière est par suite fondée à soutenir que la décision de la chambre disciplinaire de première instance est entachée d'irrégularité ; que dans les circonstances de l'affaire, il y a lieu d'évoquer et de statuer immédiatement sur la plainte de Mme B ;

Au fond :

3. Considérant qu'aux termes des dispositions législatives et réglementaires qui encadrent leur profession, les médecins du travail ont notamment pour mission de rendre des avis sur l'aptitude des salariés à occuper certains postes de travail ; qu'en vue d'émettre ces avis, ils sont habilités à analyser les contraintes de ces postes et à évoquer celles-ci avec l'employeur ainsi qu'avec le salarié ; que, dès lors, Mme B ne saurait utilement soutenir que la circonstance que le Dr A ait procédé à cette analyse en ayant eu des contacts à cette fin avec son employeur serait constitutive d'une faute déontologique ; qu'il ne ressort pas des pièces du dossier que les échanges qui ont eu lieu entre le Dr A et cet employeur aient été de nature à mettre en cause l'objectivité ou l'indépendance de ce médecin dans l'accomplissement de sa mission ; que, de même, la circonstance, à la supposer établie, que le Dr A ait évoqué avec l'employeur de Mme B certaines difficultés que celle-ci rencontrait dans la tâche de standardiste qui lui aurait été attribuée au sein de l'étude notariale qui l'employait ne saurait constituer, à elle seule, une violation du secret professionnel ;

4. Considérant qu'il n'est pas établi que le Dr A aurait tenu à Mme B lors de leur entretien des propos agressifs ou humiliants qui constitueraient une violation des devoirs de probité, de moralité, de respect ou de dévouement qui s'imposent au médecin dans sa relation avec un patient ;

5. Considérant qu'il entrait dans les fonctions du Dr A, médecin du travail salarié de l'association XYZ, d'examiner les dossiers médicaux que lui confiait cette association, sauf éventuelle opposition formelle manifestée par les titulaires de ces dossiers ; qu'il ressort des pièces du dossier que Mme B a manifesté une telle opposition postérieurement à l'entretien qu'elle a eu avec le Dr A ; qu'il ne saurait par suite être reproché à ce médecin ni de s'être saisi irrégulièrement de ce dossier, ni de ne pas s'en être dessaisi à temps ;

CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE DE L'ORDRE DES MEDECINS

4 rue Léon Jost - 75855 PARIS CEDEX 17

6. Considérant, en revanche, d'une part, qu'il ressort des pièces du dossier, et qu'il n'est d'ailleurs pas contesté, que le Dr A a reconnu avoir « négocié » avec l'employeur « la possibilité d'une rupture conventionnelle » du contrat de travail de Mme B ; qu'à supposer même qu'une telle initiative ait été prise par ce médecin dans l'intérêt de la salariée, cette initiative excède manifestement les prérogatives qu'un médecin du travail tient des dispositions législatives et réglementaires qui encadrent ses missions et, notamment, celles de l'article L. 4622-2 du code du travail ; que cette initiative constitue une méconnaissance des dispositions de l'article R. 4127-51 du code de la santé publique qui font interdiction au médecin de s'immiscer sans raison professionnelle dans la vie privée de ses patients ; que, d'autre part, il est constant que, suite à la demande de Mme B que son dossier médical lui soit communiqué, le Dr A s'est contentée de l'inviter à venir le consulter ; qu'elle n'a ainsi pas donné à cette demande une suite conforme aux dispositions des articles L. 1111-7 et R. 1111-1 du code de la santé publique ;

7. Considérant qu'il sera fait une juste appréciation des fautes relevées au point 6 ci-dessus en infligeant au Dr A la sanction de l'avertissement ;

PAR CES MOTIFS,

D E C I D E :

Article 1 : La décision n° D 9/15 de la chambre disciplinaire de première instance d'Alsace, en date du 2 mars 2016, est annulée.

Article 2 : La sanction de l'avertissement est infligée au Dr A.

Article 3 : Le surplus des conclusions de Mme B et la fin de non-recevoir invoquée par le Dr A sont rejetés.

Article 4 : La présente décision sera notifiée au Dr Eliane A, à Mme Aïcha B, au conseil départemental du Bas-Rhin de l'ordre des médecins, à la chambre disciplinaire de première instance d'Alsace, au préfet du Bas-Rhin, au directeur général de l'agence régionale de santé Grand-Est, au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Strasbourg, au conseil national de l'ordre des médecins, au ministre chargé de la santé.

Ainsi fait et délibéré par M. Stasse, conseiller d'Etat honoraire, président ;
MM. les Drs Bouvard, Ducrohet, Emmery, Fillol, membres.

Le conseiller d'Etat honoraire,
président de la chambre disciplinaire nationale
de l'ordre des médecins

**CHAMBRE DISCIPLINAIRE NATIONALE
DE L'ORDRE DES MEDECINS**

4 rue Léon Jost - 75855 PARIS CEDEX 17

B Stasse

Le greffier en chef

B-Patrice Battais

La République mande et ordonne au ministre chargé de la santé en ce qui le concerne, ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.